

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI AU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTEMES ALIMENTAIRES+2

ROME DU 24 AU 26 JUILLET 2023

Thème: Mobiliser les moyens de mise en œuvre pour la transformation des systèmes alimentaires

Par Ambassadeur et Représentante Permanente Espérance NDAYIZEYE

Au nom de mon pays le Burundi et de Son Excellence le Président de la République Evariste Ndayishimiye qui n'a pas pu participer à ce sommet suite à son agenda très chargé, je voudrais remercier les Nations Unies pour l'organisation de ce sommet d'évaluation de la transformation des systèmes alimentaires, une occasion pour nous de redéfinir les approches permettant d'avancer vers les systèmes alimentaires inclusifs, durables, sains et résilients.

En ce qui concerne le Burundi, des actions ont été entreprises pour la transformation des systèmes alimentaires pour une solution efficace aux problèmes nutritionnels et ainsi améliorer la sécurité alimentaire :

1. Le Gouvernement du Burundi a mis en place une feuille de route issue des consultations à tous les niveaux, dont les principales actions touchent l'agriculture, poumon de l'économie Burundaise, par l'accroissement de la production afin que chaque bouche ait à manger et chaque poche de l'argent.

2. Le Gouvernement du Burundi a renforcé le programme national de subvention des intrants agricoles passant de 40% à 70% afin d'amortir la charge pour les agriculteurs,

3. Le Financement des coopératives agricoles collinaires par dix mille de francs burundais pour chaque coopérative et par an.

4. Afin d'étendre la saison culturale, la Valorisation de la saison sèche en instaurant des systèmes d'irrigation agricole;

5. Le Gouvernement du Burundi a mis les femmes et les jeunes au centre de la transformation des systèmes alimentaires;

6. La mise en place des banques pour financer les projets des femmes et des jeunes est l'une des actions ;

7. La mise en place du Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes PAEEJ en sigle, la mise en place d'une Agence Burundaise pour l'Emploi des Jeunes, avec le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA), démontrent une fois encore, de la volonté du Gouvernement du Burundi de promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et la réduction du chômage.

8. Le Gouvernement du Burundi remercie la BAD pour le financement du projet production agricole d'urgence (AEFPF-Burundi) et le FIDA pour le programme de développement de l'Entrepreneuriat Rural.

10. L'autre action de transformation des systèmes alimentaires est le développement des cantines scolaires, avec l'engagement personnel de Son Excellence la Première Dame Angéline Ndayishimiye, qui en est la marraine. Le Burundi remercie les partenaires et surtout le PAM qui appuient ce programme, soulignant que le chemin à parcourir reste long pour que chaque enfant ait un repas sain à l'école au Burundi.

Malgré tous ces efforts, les défis à relever sont multiples notamment :

- 1 Les effets des changements climatiques, et de la covid 19 ;
- 2 Les Problèmes liés à la conservation durables des produits alimentaires par les producteurs, ce qui occasionnent des pertes post récolte;
- 3 un nombre insuffisant de laboratoires de contrôle de qualité de denrées alimentaires ;
- 4 L'insuffisance des infrastructures industrielles pour la transformation des produits alimentaires
- 5 Les systèmes de résilience de la population burundaise au choc ne sont pas encore très développés ;

- 6 Les ménages utilisent encore les techniques agricoles rudimentaires ;
- 7 Le système de refinancement des Institutions de micro finances (IMF) qui donnent des crédits aux producteurs n'est pas encore développé ;
- 8 Mauvaises pratiques nutritionnelles dans certains ménages surtout en milieu rural;
- 9 Problème de garantie des producteurs qui désirent des crédits ;
10. Le domaine de la recherche, la science et l'innovation n'est pas encore très développé etc.
11. Une démographie galopante.

11 Face à tous ces défis, il est difficile pour le Burundi d'atteindre les ODD sans l'apport des différents partenaires pour financer ces actions.

12 Ainsi, un appel est lancé aux partenaires bilatérales et multilatérales, les institutions financières pour que les efforts du Burundi ne soient vains.

Je vous remercie